

OBSERVATOIRE DE LUTTE  
CONTRE LA CORRUPTION ET LES  
MALVERSATIONS ECONOMIQUES  
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT  
AGAINST CORRUPTION AND  
ECONOMIC EMBAZZLEMENT  
TRANSPARENCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 029/OLUCOME/11/2017 PORTANT SUR L'OCTROI EN CASCADE DES PERMIS D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINIERES AU BURUNDI A DES FIRMES ETRANGERES SANS AUCUNE AUGMENTATION DE REVENUS ISSUS DE CE SECTEUR DANS LE BUDGET GENERAL DE L'ETAT.**

**A qui profitent nos ressources minières au Burundi ?**

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) vient de constater que ces derniers jours, la plupart de conseils des Ministres du Burundi étudient les questions en rapport avec l'octroi des permis d'exploration et d'exploitation des minerais à des firmes étrangères. L'Observatoire éprouve une grande anxiété devant cette situation d'autant plus qu'il n'y a aucune augmentation conséquente des revenus provenant des minerais dans le budget général de l'Etat. A cet effet, l'Observatoire se demande à qui profitent ces minerais alors que c'est une richesse nationale dont tout citoyen burundais devrait profiter.
2. Ce secteur connaît jusqu'aujourd'hui une contribution à l'économie nationale très minime de moins de 1% du PIB alors que dans le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté, 2ème génération (CSLP II), le Gouvernement avait projeté une contribution de 30% du PIB qui proviendront du secteur des ressources naturelles. La mauvaise gouvernance dans la gestion des revenus y relatifs, l'exploitation illicite, la fraude et la corruption qui gangrène ce secteur, l'affiliation gouvernementale, politique ou militaire, le manque de contrôle du lieux d'exploitation jusqu'au comptoir d'achat ( pas de fiche de transfert des minerais, des négociants ambulants non reconnus par la loi...) font que le secteur minier ne contribue pratiquement pas au bien être de la population en particulier, et au développement du pays en général.
3. Cependant, la bonne exploitation et la gestion des revenus du secteur minier constituent un potentiel pilier important pour l'économie burundaise. L'Observatoire est convaincu que le secteur minier est potentiellement capable de contribuer significativement à la croissance économique, notamment à travers la création d'emplois, l'amélioration des infrastructures et l'augmentation des revenus des citoyens. Et, cette conviction est partagée par bien de partenaires techniques et financiers du Burundi tel que le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne, le PNUD etc. Dans son étude, la Banque Africaine de Développement a fait savoir qu'au cas où le secteur des minerais au Burundi serait bien géré, les revenus y afférant seraient supérieurs aux revenus provenant des secteurs du thé, du café et du coton.
4. Malheureusement, le déficit de transparence et de responsabilité en ce qui est de la gestion des revenus du secteur, les pratiques de corruption, de fraude et de fausses

déclarations, le problème de rapatriement de devises...etc sont toujours les vrais problèmes qui guettent ce secteur .Nous ne trouvons nulle part la contribution des minerais dans le développement du pays sauf l'or qui a sa rubrique dans la prévision budgétaire de l'Etat pour les montants respectifs de 171 437 401 Francs burundais en 2015 ( soit 0,0001% du budget général de l'Etat de 2015), de 255 516 745 Francs burundais en 2016 (soit 0,0002 % du budget général de l'Etat de 2016) et de 217 950 054 Francs burundais en 2017 ( soit 0,00016 % du budget général de l'Etat de 2017). Or, ces montants ne représentent pas toute la quantité produite de l'or en ce sens que l'Or n'est pas tracé jusqu'à présent au Burundi. Ceci pour dire que ce n'est que la quantité déclarée au niveau des comptoirs qui est comptabilisée alors que la grande quantité de ces minerais est détournée. Pourtant, des milliers des tonnes des 3T sont exploités et importés.

5. Selon trois récents rapports des Nations Unies, le Burundi avait accepté que 471 kg d'or ont transité de son territoire. Mais, après vérification par les Nations Unies, il a été constaté qu'à Dubai l'or de la République Démocratique du Congo (RDC) transité par l'aéroport international de Bujumbura était de 3000 kg. Selon les investigations de l'OLUCOME, celui-ci a trouvé qu'il existe des sociétés qui versent des millions de dollars sur un compte de dépenses (appui aux bonnes initiatives) de la Présidence de la République du Burundi qui échappe toute forme de contrôle pour effectuer leurs activités dans ce secteur minier. Ces sociétés sont entre autres :

Société	Nombre de conventions signées	Montant en USD	Montant en Fbu
Rainbaw	1	400.000 USD	640.000.000FBU
AMMG	1	300.000 USD	480.000.000 FBU
Flemish	4	1.200.000 USD	1.920.000.000 FBU
Minergey	1	200.000 USD	320.000.000 FBU
Surstream	1	200.000 USD	320.000.000 FBU
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>2.300.000 USD</b>	<b>3.680.000.000 FBU</b>

6. Compte tenu des conventions illégales et opaques approuvées dans presque tous les conseils des Ministres à l'instar de celles de GAKARA, de MUSONGATI, de NYABIKERE, de CIBITOKÉ, .....qui n'ont pas occasionné l'augmentation des prévisions des recettes, l'OLUCOME demande au Gouvernement en place de :

- a) suspendre de conclure en cascade des conventions d'exploration et d'exploitation des minerais au Burundi. Par contre, le Gouvernement en place au Burundi devrait avant tout étudier comment mettre en œuvre les réformes de ce secteur dont la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence dans l'Industrie extractive (ITIE), la déclaration de RUSAKA issue du sommet spécial de la CIRGL sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles

- dans la région des grands lacs du 15 décembre 2010 et la Convention des Nations Unies contre la corruption afin de lutter contre la corruption, la fraude,... bref, la mauvaise gouvernance dans ce secteur. De ce fait, le secteur minier pourra générer des revenus souhaités à l'Etat de 30% et plus du Produit Intérieur Brut (PIB). Et ce secteur pourra être bénéfique à tout citoyen burundais au lieu d'être profité par une poignée de gens dont certaines hautes autorités ;
- b) Faire recours aux experts du domaine notamment ceux des Nations Unies, de l'ITIE, de Global WITNESS, de la Banque Mondiale,... afin d'avoir l'expertise nécessaire ;
  - c) Publier les dossiers d'appels d'offres ayant des critères clairs et sans ambiguïté aux firmes qui veulent explorer et exploiter les minerais du Burundi;
  - d) Appliquer la loi régissant les incompatibilités car au Burundi, il est visible qu'il y a des hauts placés de la République qui se trouvent dans ces mafias des minerais ;
  - e) Créer un comité national indépendant en charge de suivi du secteur minier.
7. Enfin, l'OLUCOME, dans sa déclaration à la 7<sup>ème</sup> session de la conférence des 187 Etats parties à la convention des Nations unies contre la corruption tenue du 6 au 10 novembre à Vienne en Autriche, a dénoncé avec sa dernière énergie la délinquance économique, financière et la corruption généralisée dans tous les sphères de l'Etat mais le Ministre à la présidence en charge de la Bonne Gouvernance au Burundi qui conduisait la délégation burundaise a tout rejeté en bloc sans toutefois présenter des preuves qui contredisent ce rapport de l'OLUCOME. Même si les corrompus utilisent les moyens puissants de l'Etat pour annihiler les citoyens, l'OLUCOME pense que la gestion opaque du secteur minier est un exemple parlant qui devrait normalement nous pousser à se sacrifier en refusant aux gestionnaires de l'Etat d'aujourd'hui ou de demain de s'accaparer indûment notre richesse qui est en même temps notre avenir.

**VIVE LE BURUNDI SANS LES DIRIGEANTS CORROMPUS, VIVE LA  
TRANSPARENCE, VIVE LA BONNE GOUVERNANCE**

Fait à Bujumbura, le 15/11/2017

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

